l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 16
dimanche 17
octobre 1976
No 547

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

RACISME

Incendie criminel dans un foyer de Villejuif

DEUX MORTS

SONACOTRA COUPABLE !

Deux morts de plus viennent allonger la longue liste des travailleurs immigrés morts en France du fait du racisme et des conditions de vie et de logement désastreuses qui leur sont faites.

Le feu qui a pris vers une heure du matin au 3e étage du foyer situé 4, rue Alexandre Dumas à Villejuif s'est propagé très rapidement. Les pompiers ont mis trois quarts d'heure à venir après que la sirène d'alarme ait été actionnée à la découverte de l'incendie ; et encore ! il a fallu pour les décider qu'un travailleur aille les chercher en taxi.

Pour justifier ce retard ils prétendent qu'ils ont été dérangés par des fausses alertes dans le quartier les jours précédents. Mais d'après les travailleurs immigrés eux-mêmes le fait qu'il s'agisse du foyer Sonacotra ne serait pas étranger à cet manque d'empressement. «Ils avaient l'air peu pressés de mettre en place leur matériel et la grande échelle, et n'ont pas cité de conseils au porte-voix à tous ceux qui étaient bloqués par le feu et se penchaient aux fenêtres.

Ce que sont les faux amis du peuple

Justice, police et maire socialiste...

A la demande du maire socialiste de Besançon le tribunal des référés a ordonné, jeudi, l'évacuation des locaux de la compagie des transports bisontins pour le mardi 19 octobre après quoi ces messieurs feront intervenir la police. Ce sont les chauffeurs de bus de la compagnie qui occupent les locaux : depuis le 7 octobre ils sont en grève et depuis dimanche soir ils ont légitimement recouru à l'occupation de l'entreprise pour contraindre leur patron à réintégrer une employée stagiaire et à augmenter leurs salaires de 6 % à dater du 1e octobre. C'est donc un nouveau et très éloquent exemple de ce que serait l'action d'un gouvernement de la soi-disant «Union de la gauche» à la tête du pouvoir central. Après le recours à l'armée de Defferre contre les éboueurs de la ville de Marseille ou le projet de loi anti-grève mis en place au Portugal par l'homologue de Marchais, Cunhal, sans parler des appels à la répression lancés par le PCF contre des militants révolutionnaires, l'action engagée par le maire de Besançon contre des travailleurs en lutte montre le caractère ultra-réactionnaire des dirigeants de l'Union de la gauche.

S'ils parvenaient au pouvoir, ils exerceraient une dictature d'autant plus dangereuse pour les masses qu'ils avancent sous le masque d'«amis du peuple». Voilà pourquoi il est indispensable de montrer dès maintenant leur vrai visage et de les combattre sans répit ; développer l'action revendicative et politique de masse contre les capitalistes et leur gouvernement et barrer la route à une solution de rechange prétendue de gauche vont de pair.

CANADA

Contre le plan anti-inflation

GREVE GENERALE

L'activité économique au Canada devait être sérieusement perturbée par la grève générale déclenchée jeudi 14 octobre pour protester contre le programme fédéral de lutte anti-inflation, un plan Barre à la sauce canadienne, en quelque sorte.

Il s'agit là de la première grève générale jamais organisée par le Congrès du travail du Canada (CTC) qui regroupe la plupart des syndicats du pays. Si les directions syndicales sont ainsi sorties de leur torpeur habituelle, c'est que le mécontentement de la classe ouvrière canadienne est très vif et se manifeste avec de plus en plus de vigueur.

Sous la pression de la base, après les fédérations de travail de la plupart des provinces, les TUA (travailleurs unis de l'automobile), les conseils de travail de la construction de la Colombie britannique et du Yukon, entre autres, annonçaient leur participation à la grève générale. C'est que la base n'attend déjà plus les directives syndicales. C'est le cas par exemple des 400 mineurs de la Cyprus Anvil Mines Corporation au Yukon, qui font grève depuis juillet pour refuser les coupures pratiquées par le plan «anti-inflation» dans les augmentations qu'ils avaient réussi à arracher à la compagnie.

Les marxistes-léninistes canadiens de la Ligue communiste (ml) du Canada, et leur journal «La Forge» qui ont participé activement à la préparation de cette grève générale, appellent le prolétariat canadien à s'unir à la base et dans l'action, à faire de cette journée un point de départ pour des luttes de grande ampleur.

Partout où ils sont les marxistes-léninistes canadiens ont entrepris de participer et d'organiser, dans la mesure de leurs forces, la grève générale du 14 octobre. Ils en ont expliqué l'importance, appelant au débrayage en assemblée syndicale, diffusant des tracts, multipliant l'agitation orale. Le jour même de la grève, ils devaient organiser des assemblées communistes dans plusieurs grandes villes tout en participant aux actions syndicales entreprises le 14, afin de faire de cette grève une véritable journée de lutte de classe.

C'est la voie qu'ils traçaient à la journée du 14 dans un récent éditorial de «La Forge».

Un témoignage exceptionnel

Des camarades de Clermont-Ferrand nous ont fait parvenir un document qui a notre avis revêt un caractère assez exceptionnel. Il s'agit d'une interwiev d'un militant PCF et CGT de l'usine SCPC de Clermont-Ferrand. Pourquoi exceptionnel ?

1) Cela montre clairement que les communistes marxistes-léninistes font une distinction fondamentale entre les militants ouvriers à la base du PCF, qui sont trompés, et les bourgeois dirigeant ce parti qui rêvent de gérer le capitalisme. Aussi nos camarades, surtout dans les entreprises, ont un rôle particulièrement important pour arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme. Contrairement aux dirigeants du PCF et de la CGT, nous n'usons ni de la calomnie, ni des ragots, mais uniquement de la persuasion en argumentant politiquement, en s'appuyant sur des faits concrets. C'est là la seule méthode de travail pour quiconque se réclame du communisme. C'est en fait une conception idéologique fondamentale. Politiquement nous travaillons à l'unité de la classe ouvrière sur la base de ses intérêts de classe fondamentaux et non en essayant de concilier — par des pirouettes — les intérêts de la classe ouvrière et de la bourgeoisie comme le font les dirigeants révisionnistes de tout bord (PS-CFDT et les sectes trotskystes qui appellent à voter «Union de la gauche»).

2) Exceptionnel aussi par le fait qu'un militant ouvrier, encore membre du PCF, nous fasse part des difficultés qu'il rencontre dans sa pratique où précisément il se trouve opposé aux bonzes. Cela montre aussi que, contrairement aux dires des dirigeants révisionnistes, les idées marxistes-léninistes font leur chemin et qu'elles pénètrent de plus en plus dans les masses ouvrières.

Il est vrai qu'à l'heure actuelle, nombreux encore sont les militants de base du PCF qui ignorent le fond de nos positions et n'en connaissent que ce que leur en disent leurs dirigeants, c'est-à-dire des mensonges purs et simples. De là provient l'agressivité de certains (agressions dans les manifestations notamment). *(Voir interview p. 4 et 5)*

GREVE GENERALE AU CANADA

Suite de la p. 1

«A travers le pays, la classe ouvrière se prépare à manifester sa haine contre le gel des salaires par la grève générale du 14. Le 14 octobre, ce sera une journée historique pour nous. C'est la première grève générale de toute l'histoire du pays. Et jamais depuis celle de Winnipeg en 1919, qui s'était attirée un soutien généralisé, les prolétaires canadiens ne se seront impliqués dans un aussi puissant mouvement de classe !

La bourgeoisie a eu recours au gel des salaires et à bien d'autres mesures pour essayer de nous briser les reins et se sortir de la crise. Aujourd'hui, elle commence à trembler. Car la grève du 14 n'est pas une simple grève économique : c'est une grève politique, qui défie toute sa politique de répression.

Aussi les patrons et leurs agents dans le mouvement ouvrier se trouvent-ils un tas d'arguments pour contrer la grève ou pour la détourner de ses buts. Ils nous disent :

«Ça n'a jamais été si bien. L'inflation tombe. Alors pourquoi sortir ?» Ça va si bien que ça ? Il faudrait aller dire ça aux 700 000 chômeurs du pays. Dans 6 provinces encore, le chômage est à la hausse. Au Québec, il passe de 8,4 % à 9,1 %, à Terre-Neuve de 14,4 % à 14,9 %, en Nouvelle Ecosse de 9,6 à 11 % et du Nouveau-Brunswick de 10,8 à 11,9 %, tout ça pour le mois d'août.

C'est sans compter les lock-out. Au Québec seulement, 60 % des grèves de la CSN sont en fait des lock-out.

Quant à l'inflation, si elle a baissé, elle est encore là ! Les prix, eux, ne baissent pas, mais continuent toujours de monter à toute vitesse. Qui va croire aux sottises de la bourgeoisie, sinon la bourgeoisie elle-même ?

«Défendu de sortir le 14 : c'est illégal». Bien oui, c'est illégal de sortir le 14. Mais qui fait les lois dans ce pays ? Le gel des salaires est «légal», mais c'est comme un marteau dans les mains des patrons contre les ouvriers. Nous, on se bat pour nos droits. Et on va aussi se battre non seulement contre une loi, mais contre le système capitaliste, où tout ce qu'on fait est illégal, et où tout ce que les patrons font est légal.

«A quoi sert de ne sortir qu'une seule journée, on ne fera que perdre le salaire d'une journée». Bien sûr, on va perdre le salaire d'une journée. Mais comme c'est là, les patrons peuvent couper beaucoup plus dans nos salaires sans se gêner. Et si nous ne luttons pas, c'est bien plus qu'une journée de salaire qu'on risque de perdre, ce sera aussi notre droit de grève ou de nous organiser.

Bien sûr aussi, une journée de grève, ça ne suffit pas. Pour se débarrasser des contrôles, un seul coup, ce n'est pas assez. Mais nous devons saisir chaque occasion pour nous préparer pour la grève générale illimitée. Car seule la grève générale illimitée nous donnera une véritable chance de battre la bourgeoisie sur cette question.

Il y a aussi ceux-là qui prétendent être des «amis des ouvriers», mais qui sont en fait des agents de la bourgeoisie dans nos rangs. Ceux-là veulent détourner la grève du 14, l'utiliser pour pousser leur plan de collaboration de classe – le tripartisme (1) – auprès du gouvernement Trudeau. Ils prétendent vouloir changer le système avec leur plan. Mais leurs propositions ne nous apporteront en fait rien de bon.

Le seul changement qui vaille pour nous, c'est le renversement violent des patrons, le pouvoir à la classe ouvrière, le socialisme.

Le 14 octobre, c'est le moment de nous lancer dans la lutte de classe. Sortir en grève ce jour-là, s'organiser dans chaque entreprise, c'est important. Mais on doit faire plus : on doit se servir de cette journée pour organiser des piquets de grève, des assemblées et des rassemblements, pour manifester. On doit se préparer pour la grève générale illimitée et dénoncer les bureaucrates qui veulent freiner ou détourner notre lutte.

Et à Montréal et Toronto, la LC (ml)C va organiser des assemblées le 14. On y parlera de la lutte de classe, de la nécessité de construire un véritable parti communiste, qui guidera le prolétariat dans sa lutte pour le socialisme».

****

(1) tripartisme : cogestion à grande échelle, associant à tous les niveaux patronat, État et direction syndicale.

Manifestation contre la loi Trudeau sur les thèmes : «Organisons la grève générale» «Travailleurs canadiens et immigrés, tous unis contre le plan anti-inflation».

Féroce répression raciste en Afrique du Sud (Azanie)

Un manifestant tué par la police au Cap

Un manifestant a été tué par la police raciste dans le quartier métis de Philippi, près du Cap. Plusieurs autres manifestants ont été blessés au cours des violents affrontements qui se sont déroulés mardi dans la province du Cap.

A Guguletu, l'une des villes satellites noires du Cap, plusieurs véhicules ont été incendiés, dont un camion appartenant à l'administration. Dans les deux autres villes noires du Cap, Langa et Nyanga, les manifestants se sont également attaqué à coups de pierres aux voitures et aux autobus.

Auparavant plus de cinq cents étudiants et écoliers avaient entrepris une marche sur Athlone, le principal faubourg métis du Cap, pour y rechercher les véhicules transportant de l'alcool, ce poison utilisé par les racistes blancs contre les noirs.

Ces manifestations avaient débuté pendant le week-end où les étudiants et les écoliers qui ont décidé d'organiser une «campagne anti-alcoolique» s'étaient attaqué dans les trois villes noires à plusieurs débits de boissons alcoolisées.

Namibie

L'OUA soutient la position de la SWAPO

Le ministre des Affaires étrangères de Maurice, président en exercice du conseil des ministres de l'OUA, a déclaré mercredi, devant le Conseil de sécurité, que l'Organisation panafricaine n'accepterait rien de moins que les conditions posées par la SWAPO pour la création d'un gouvernement intérimaire en vue de l'indépendance de la Namibie (Sud-Ouest africain).

Les conditions de la SWAPO (organisation du peuple du Sud-Ouest africain) sont les suivantes : étant le représentant authentique du peuple namibien, la SWAPO doit être le seul interlocuteur direct de l'Afrique du Sud dans une conférence constitutionnelle, bien que l'Afrique du Sud puisse amener «ses marionnettes» (puppets) avec elle. La conférence doit être convoquée par l'ONU et tenue sous ses auspices.

Les prisonniers doivent être libérés avant la conférence, et l'Afrique du Sud doit s'engager à retirer ses forces armées de Namibie. Une date doit être fixée pour l'indépendance, de préférence bien plus tôt que le 31 décembre 1978 (annoncé par Pretoria). Les modalités du transfert du pouvoir doivent être examinées à la conférence, mais la forme de l'indépendance elle-même doit être décidée par les Africains.

Gromyko à l'ONU

Un charlatan qui ne fait plus recette

Année après année, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Gromyko, ressasse à la tribune des Nations unies ses sermons sur la «détente» et ses appels au «désarmement». A la présente session de l'Assemblée générale, il a entonné à nouveau ses vieux couplets pour présenter son dernier né : un projet baptisé «Traité mondial sur la non-utilisation de la force dans les relations internationales». Il concluait par un appel pathétique à discuter de ce projet comme une question «importante et urgente» de l'ordre du jour.

Plus de dix jours après cet appel fracassant, aucun écho ne lui a été fait dans les interventions de plus d'une centaine de représentants des pays membres, si l'on excepte quelques allusions de la part d'un petit nombre de pays de la communauté soviétique. Et encore, c'est bien parce que ceux-ci, dûment mis au pas par Moscou, ne pouvaient guère faire autrement !

Bien au contraire, les représentants des pays moyens et petits ont dénoncé l'un après l'autre les mensonges des superpuissances sur le «désarmement» et la «détente». Ils ont accusé l'URSS comme les USA de parler de désarmement tout en se livrant à une expansion effrénée des armements.

Depuis plus de dix ans l'URSS a doublé ses dépenses militaires. Mais en 1973 elle avançait hypocritement à l'Assemblée générale de l'ONU une proposition «d'aide» aux pays du tiers monde, prélevée sur une réduction de 10 % des dépenses militaires des cinq pays membres du Conseil de sécurité.

L'an dernier Gromyko présentait à la même tribune un projet de résolution sur «la conclusion d'un traité sur l'intervention complète et générale des essais d'armes nucléaires». Mais elle procédait, la même année, à pas moins de 14 essais nucléaires souterrains.

Gromyko proclamait le 28 septembre dernier : «L'URSS propose que les essais nucléaires soient interrompus partout et par tous.» Le lendemain on apprenait que Moscou avait procédé au 6e essai nucléaire souterrain de cette année et à un autre essai de missiles dans la mer de Barents.

Ce double jeu permanent suscite la méfiance et la colère d'un nombre croissant de pays. A Gromyko faisant semblant de s'indigner que «le monde dépense maintenant en matière d'armements environ 300 milliards de dollars par an, soit plus d'un million de dollars toutes les deux minutes», le ministre des Affaires étrangères de Singapour répliquait aussitôt qu'à elles seules les deux superpuissances représentent 60 % des dépenses militaires totales du monde !!

Ces faits prouvent que le «désarmement» et la «détente» autour desquels Gromyko mène grand tapage à l'ONU, sont des mots creux et que toutes les «propositions» qu'il avance sont une vaste mystification. Le social-impérialisme russe est le plus grand charlatan mondial en ce qui concerne la paix du monde et, en même temps, le plus dangereux foyer de guerre à notre époque.

(D'après l'agence Chine nouvelle).

ONU

Soutien à l'OLP

Le représentant permanent de l'Égypte aux Nations-Unies, Esmat Abdel Meguid, a réaffirmé avec force, jeudi devant l'assemblée générale des Nations Unies, la nécessité du recouvrement par le peuple palestinien de ses «droits légitimes» y compris celui d'établir «un État palestinien indépendant».

Méguid a déclaré que «la position ferme de son pays a été et continuera d'être uniquement le soutien et la consolidation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en tant que représentant légitime du peuple palestinien.»

«L'Égypte, a t-il ajouté, lance un appel à la communauté internationale afin qu'elle prenne des mesures effectives pour soutenir l'organisation palestinienne et permette au peuple palestinien de recouvrer ses droits»

Impot sur le capital

La tarte à la crème

Une idée qui fait son chemin dans les formations politiques, c'est ainsi que le très capitaliste quotidien «Le Figaro» présente l'impôt sur le capital qui vient de revenir sur le tapis à l'Assemblée nationale. Une garantie en somme qu'il n'y a pas de quoi fouetter un chat. Et pourtant l'affaire fait grand bruit dans le petit monde mesquin et inquiet des politiciens bourgeois. De quoi s'agit-il ?

Avant tout de calmer l'indignation et le ras l'bol populaire devant l'augmentation contenue de la ponction fiscale. Depuis longtemps, on le sait, les dirigeants révisionnistes du PCF réclament l'impôt sur le capital qu'ils présentent comme une mesure propre à réduire les inégalités sociales. En réalité, nombre de pays capitalistes tels l'Allemagne fédérale, le plus florissant fleuron du capitalisme européen, appliquent depuis pas mal de temps l'impôt sur le capital et ne s'en portent pas plus mal.

Donc sous l'impulsion des révisionnistes l'idée fait aujourd'hui son chemin dans la bourgeoisie française. L'amendement présenté à ce sujet le 13 octobre au parlement capitaliste par le PCF a été avec des modifications de détail soutenu par les socialistes et aussi par plusieurs UDR, tandis que les réformateurs déclaraient ne pas être hostiles au principe. Pour corser le tout, il faut ajouter que deux anciens premiers ministres, Chaban-Delmas et Chirac, ont soutenu la nécessité d'un tel impôt. Barre et les Républicains indépendants quant à eux, sont farouchement hostiles à cette idée. N'y aurait-il donc plus en France de bons bourgeois, de vrais réactionnaires que les Républicains indépendants ? On le croirait à la lecture de l'Humanité révisionniste.

Or l'impôt sur le capital n'est qu'une vaste fumisterie d'abord et avant tout parce que chacun sait qu'en régime capitaliste, il existe mille et une manière pour les capitalistes de dissimuler de prodigieux profits : combien de grosses entreprises ne camouflent-elles pas leur réalité comptable ? Toutes le font, c'est une des lois du capitalisme monopoliste. Même un économiste bourgeois comme François Morin reconnait dans un ouvrage sur la structure financière du capitalisme français, que «l'occultation temporaire ou définitive de l'information comptable fait pa constitutivement de la stratégie financière des sociétés».

En système capitaliste monopoliste, seules les grandes banques ont les moyens de connaitre la réalité financiéré des entreprises et c'est même là un des moyens par lequel le capital bancaire a fusionné avec le capital industriel.

Ainsi propager l'illusion d'un possible impôt sur le capital au lieu de révéler la vérité sur le système capitaliste est un travail de valet du capital. D'ailleurs au lieu de discutailler sur le meilleur moyen de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État capitaliste, les authentiques communistes consacrent toute leur propagande sur la question à expliquer le rôle de l'impôt en système capitaliste monopoliste d'État, c'est d'expliquer comment les finances dites publiques servent en réalité les intérêts de monopoles tout puissants et ceux d'une bande de capitalistes bureaucratiques qui vivent sur les caisses de l'État. Voilà ce que font et doivent faire d'authentiques communistes et ce que ne font pas et ne peuvent faire les dirigeants du PCF dont le programme est précisément de renforcer le capitalisme d'État bureaucratique.

En dernière minute, nous apprenons que Poniatowski, ministre de l'Intérieur, est favorable à une taxation des grosses fortunes, plus justifiée, selon lui, que l'impôt sur le capital.

«Le capital est souvent fabriqué par des gens qui travaillent et souvent travaillent beaucoup, inventent et créent, a expliqué le ministre, au micro d'Europe 1 tandis que dans le cas des grandes fortunes foncières, des grands empires industriels, c'est un héritage reçu que souvent l'on n'a pas contribué à créer soi-même.»

«Je crois personnellement, a ajouté Poniatowski, que la justice et le rééquilibre de la société passent par une fiscalité qui frappe assez lourdement les très grosses fortunes. Il y a un risque de voir se figer trop fortement ses structures si, les grandes fortunes se transmettent de génération en génération sans pratiquement être touchées.»

De quoi éclairer la farce de l'impôt sur les grosses fortunes.

Giscard d'Estaing aurait-il découvert le fil à couper le beurre ?

On aurait pu le croire en entendant jeudi soir sur France-inter le chef de file du capital monopoleur parler de «Démocratie française». Affirmant que le marxisme est une solution dépassée, Giscard d'Estaing a trouvé ce qu'il faut aux Français : «Le pluralisme». Quelle est donc la nouveauté «révolutionnaire» de cette société ?«C'est expliquet-il sans honte, une société dans laquelle la liberté est protégée dans toutes les actions de la vie politique, par la diversité des organisations et des pouvoirs. Tout le monde admet le pluralisme dans la vie politique. Il est indispensable à l'organisation d'une société de liberté. Il doit s'étendre à tous les aspects d'organisations de la vie politique, économique, de la vie de la France».

Autrement dit, Giscard d'Estaing vient de découvrir la social-démocratie. Une sacrée découverte ! Quelle démocratie y a t-il en système capitaliste pour les pauvres ? Quelle liberté d'expression quand l'argent et donc le capital est une condition sans laquelle il est impossible d'éditer un journal ! de louer une salle etc... La liberté et le pluralisme dont parle Giscard d'Estaing c'est la liberté et le pluralisme pour les partis capitalistes des Républicains Indépendants au PCF. Qui croira que la bourgeoisie peut accepter que les exploités s'unissent et dénoncent son exploitation et son oppression ? Sûrement pas les ouvriers avancés qui savent que le Parti communiste marxiste-léniniste de France a été interdit sous des prétextes mensongers précisément parce qu'il remettait en cause la domination de classe de la bourgeoisie et de ses valets !

François Mitterrand très touché par Giscard

François Mitterrand a révélé au cours de sa conférence de presse que Giscard d'Estaing lui a personnellement adressé un exemplaire de son «best-seller» : «Démocratie française». J'ai été très sensible à ce geste a-t-il ajouté, j'y répondrai»...Ben donc, on parle le même langage, on se comprend !

Intervention policière contre les travailleurs du CROUS à Rennes

La police de la bourgeoisie est intervenue jeudi en début de soirée contre les travailleurs du Centre régional des œuvres universitaires de Rennes qui avaient décidé en assemblée générale le jeudi matin d'occuper le hall du centre.

Les employés des 5 restaurants universitaires de la ville sont en grève depuis deux semaines. Ils protestent contre la réduction de leur salaire, réclament l'égalité des salaires à travail égal entre Paris et la province ainsi que l'égalité des horaires pour tous et la constitution d'un budget séparé afin que leurs salaires ne soient pas pris sur les tickets de restaurant vendus aux étudiants.

Incendie criminel dans un foyer de Villejuif

DEUX MORTS : SONACOTRA COUPABLE !

(Suite de la p. 1)

Certains travailleurs ont sauté dehors pour fuir les flammes et neuf d'entre eux ont dû être transportés dans divers hôpitaux tandis que le corps d'un ouvrier égyptien âgé de 37 ans était découvert dans les décombres ; l'un des blessés a succombé à ses brûlures le soir même et plusieurs autres sont dans un état grave.

D'après les «autorités» le feu aurait été dû à une fuite de gaz et le jeune Français de vingt-et-un ans qui est retenu au commissariat de Gentilly serait un «simple d'esprit» récemment sorti de l'hôpital. Mais les locataires ne sont pas de cet avis. Ce Français s'était livré à plusieurs reprises à des provocations dans la salle de télévision, changeant délibérément le programme, prenant plusieurs chaises pour lui tout seul, etc. La veille de l'incencie il a pris soin de porter ses affaires chez sa sœur alors qu'il avait déjà averti un ami français «Fais attention, ça va barder !». Après avoir mis le feu il a quitté sa chambre en refermant bien la porte de telle sorte que l'incendie a pu se développer sans qu'on le découvre. Il serait bien étonnant que le racisme ne soit pas pour quelque chose dans ce geste criminel !

Quant à la rapidité de l'incendie et à son caractère meurtrier c'est la Sonacotra qui en est pleinement responsable : les meubles en bois, les fragiles cloisons en papier-carton, les dalles de plastique du plancher ont fort bien alimenté le feu, et cet étage du foyer est vite devenu un brasier. Ainsi la Sonacotra non contente de s'engraisser sur le dos des travailleurs immigrés et de leur faire des conditions de logement intolérables, met leur vie même en danger.

En juillet 1975 des affrontements graves avaient eu lieu dans ce foyer entre communautés malienne et algérienne, largement favorisés par les conditions de surpeuplement des travailleurs, entassés, et déjà exaspérés par l'exploitation inhumaine qu'on leur fait subir. Le secrétaire d'État à l'immigration Dijoud osera-t-il encore déclarer comme il l'avait alors prétendu : «Les conditions de logement à Villejuif ne sont absolument pas en cause».

L'«Humanité» après s'être un peu trop avancée (de son point de vue) en critiquant le foyer, avait nuancé: **«On a voulu dire que le confort du fuyer Sonacotra était exemplaire**... mais il reste le ghetto.»... La municipalité révisionniste de Villejuif dont le maire n'est autre que Marchais lui-même avait finalement été dans le même sens que le gouvernement en demandant que les travailleurs maliens soient transférés ailleurs et que «les logements ainsi vacants soient attribués à de jeunes travailleurs français».

Mais ils n'ont bien sûr pas demandé que les conditions de logement soient améliorées et ont contribué à propager le racisme en proclamant que surtout... il y avait un seuil maximum de travailleurs immigrés à ne pas dépasser sans risques de conflits.

Quoi qu'ils disent le foyer est resté un foyer-prison, les conditions de logement tout aussi dangereuses pour la sécurité des travailleurs qui sont contraints d'y habiter... et le racisme a fait le reste.

Voilà un crime de plus qui attise notre haine contre le capitalisme mangeur d'hommes et les révisionnistes qui le servent. Il doit affermir notre résolution de soutenir le juste combat que mènent les travailleurs des foyers Sonacotra contre les conditions de logement inhumaines et dangereuses qui leur sont faites.

Poursuite de la grève à la Caisse d'Epargne de Paris

L'assemblée générale des travailleurs de la Caisse d'épargne de Paris a décidé jeudi par 838 voix contre 12 de poursuivre la grève déclenchée il y a 9 jours : la direction en effet continue de faire la sourde oreille devant les revendications des grévistes. Ceux-ci ont décidé de manifester vendredi à 11 heures 30 dans le quartier du siège social de la Caisse d'épargne de Paris dans le 1e arrondissement.

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

la France des luttes

UN EXCEPTIONNEL TEMOIGNAGE

Dans sa présentation de l'interview, notre correspondant indique que contrairement à ce qui avait été écrit dans l'article sur la SCPC (HR No 524) : les sections CGT et CFDT, unies au coude à coude à la base et dans l'action prennent des initiatives et se rendent ensemble à la coordination de Besançon.

La coordination avec Besançon et localement avec Copono-book est en train de se construire avec comme résultat les menaces d'exclusion de la CGT.

Les dirigeants locaux du PCF n'ont que leurs gros bâtons, l'exclusion et la calomnie, comme Poniatowski ou leurs compères d'URSS, de Pologne et d'ailleurs. Dans l'HR No 524, notre correspondant avait gravement sous-estimé l'initiative et la combativité des ouvriers de SCPC et de Copono-book. Il surestimait la capacité des bonzes révisionnistes à tromper les ouvriers.

Il arrive ainsi parfois que la lutte de classe se présente sous des formes inattendues. Que ce soient des adhérents de base du PCF, encore membres de ce parti qui dans la lutte soient amenés à se dresser contre le révisionnisme, c'est un signe des temps, prometteur pour l'avenir.

Là le problème est surtout posé par rapport à la coordination des luttes.

Nous reproduisons de larges extraits de cette interview, en donnant un commentaire sommaire sur les points de vue erronés.

Peux-tu nous faire un rapide historique de la lutte ?

Il y a 155 employés dont 135 ouvriers et ouvrières. Avant juillet (en mai), la direction départementale de la main d'œuvre et le ministre du Travail avaient refusé les licenciements. Mais le bilan est tout de même déposé le 20 juillet. Nous avons reçu les lettres de licenciement le 27 avec effet rétroactif, ce qui est déjà illégal.

Mais dès le 22 on savait que le bilan était déposé et on a occupé l'usine. Jusqu'à la fin juillet, c'était comme si on travaillait, il n'y avait donc pas de problèmes d'occupation. A partir du 1er août, on se retrouvait une vingtaine à occuper. Et début septembre, à peu près le même nombre. A la mi-septembre, on décide de convoquer tous les ouvriers et de tenir une assemblée générale dans l'usine tous les lundis. C'est positif, il y a 50 % du personnel à la première assemblée générale. Maintenant, chaque lundi, c'est pareil avec en plus une rotation, des têtes nouvelles à chaque fois. Ce sont les assemblées générales qui prennent les décisions. Ainsi après la première on a décidé l'opération de récupération des machines volées par la direction à l'aéroport d'Aulnat.

Une chose est importante, on agit sur le moment même de la décision pour éviter les fuites et réunir une masse importante. On a également pris la décision de monter chez Cladel pour imposer le rétablissement de l'électricité (le syndic avait fait couper l'électricité dans l'usine occupée).

La convocation de tous les ouvriers pour les AG, c'est une idée qui nous est venue à la suite de la visite à la coordination de Besançon. Les Lip sont 500 tous les jours à leurs AG.

Comment envisagez-vous la poursuite de la lutte ?

La poursuite de la lutte est nécessaire. Tout d'abord pour garder les 90 %. Ensuite pour forcer le pouvoir à s'occuper des usines fermées. Enfin pour trouver une solution de reprise à notre entreprise. L'essentiel est de reprendre tout le personnel peu importe ce qu'on fabrique, des flacons ou autre chose (*).

(*) Commentaire : il y a ici deux idées opposées qui cohabitent : une qui est juste c'est la lutte contre tout licenciement ; une qui est fausse, c'est de croire que le pouvoir va aller contre les patrons et donc contre la logique de son propre système (licenciement, chômage). Seule, la révolution prolétarienne pourra empêcher la crise et par voie de conséquence que ce soit la classe ouvrière qui en fasse les frais.

Quel soutien attendez-vous ?

Nous attendons le soutien des partis politiques (*) et surtout de nos propres syndicats qui, pour l'instant, ne sont pas tout à fait d'accord avec ce qu'on fait.

Mais surtout on attend le soutien des travailleurs eux-mêmes. Surtout un soutien moral et par rapport à leur propre syndicat, qu'ils montrent qu'ils sont d'accord avec nous. Il y a quelques sections qui nous soutiennent. C'est très important. Ça posera des problèmes aux Unions locales.

Le soutien financier n'est pas exclu, mais ce n'est pas le plus important. Ce qu'il faudrait, c'est que les sections qui sont d'accord avec nous — on sait qu'il y en a — il faudrait qu'ils viennent pour discuter avec nous. Demain, ça peut être eux qui seront licenciés, si on se voit avant, ça sera plus facile pour se battre ensemble. Pour nous, chaque fois qu'il y a une boîte qui a des licenciements ou une lutte, on va la voir pour discuter ensemble de la lutte à mener. C'est ce qu'on a fait avec Copono-book. On s'est uni car on a de gros problèmes pour occuper nos usines. Ensemble on est plus fort (...)

(*) Commentaire : les partis politiques ont tous une nature de classe, ceux qui s'opposent à l'organisation de la classe ouvrière, ne peuvent qu'être contre cette dernière. De même un syndicat qui exclue les ouvriers combatifs ne peut que servir le patronat et le capitalisme.

Quant aux maires dits de «gauche», leur commune est gérée selon les lois du capitalisme et ils s'en font d'ardents défenseurs (tels Gardet à Cournon où est la SCPC, ou Minjoz à Besançon qui vient de faire appel aux flics pour faire évacuer les travailleurs des transports urbains en grève, etc.).

Seul un parti marxiste-léniniste peut soutenir les luttes ouvrières et populaires, parce que leurs intérêts de classe sont identiques.

Que penses-tu de la coordination des luttes ?

Je suis allé à Besançon le 10 et 11 septebmre (je suis toujours au PCF). La coordination, ce fut une chose très importante pour moi parce que j'ai rencontré des entreprises dont je ne connaissais même pas l'existence et j'étais encore plus loin de penser qu'elles étaient occupées. Il y a eu 33 000 entreprises fermées en 2 ans et demi. Il y a actuellement 250 entreprises occupées. Il y avait 9 entreprises à la coordination au mois de septembre. C'est une progression puisqu'en juin ils étaient 5 et qu'on espère être plus en novembre.

Tré important, il avait 6 sections CGT et 6 sections CFDT. C'est là que j'étais satisfait parce qu'on m'avait dit qu'on serait la seule section CGT. Il y a différentes sortes d'entreprises avec différentes fabrications. On se rend compte que ces fermetures se font de la même façon, ce sont des fermetures voulues. Dans les imprimeries, on envoie les flics pour les déloger. La raison, c'est qu'ils peuvent faire des tracts, faire connaitre les problèmes de nos entreprises puisque la presse nationale ne s'y intéresse pas. Comme les imprimeries peuvent servir, on envoie les flics. A Caron-Ozanne, il y avait 250 flics pour 8 occupants.

Un autre point, là où ils envoient les flics, c'est là où les usines sont isolées. C'est justement dans ce cas que la coordination peut jouer un grand rôle, car ils n'hésiteront plus à envoyer les flics.

Différentes idées sont sorties pour fabriquer des choses pour continuer la lutte au niveau de la coordination. Ces produits seront donnés à toutes les boites de la coordination pour les vendre. Faire aussi des affiches communes répandues dans toute la France. Les problèmes de SCPC sur Clermont seront ainsi connus à 800 km d'ici, alors qu'actuellement ça ne dépasse pas la zone industrielle.

D'où l'importance de se coordonner avec Copono-book localement (c'est une imprimerie). Il est important qu'ils se coordonnent car eux ils risquent encore plus que nous de se faire virer par les flics.

Il est aussi envisageable après, une manifestation centrale des boites coordonnées en occupation. Ça frapperait beaucoup l'opinion publique. Nous, on essaye de se coordonner sur une région déjà, pour pouvoir s'unifier au niveau national.

Peux-tu nous parler des contradictions qui ont opposé la section CGT de SCPC aux dirigeants de l'UD CGT ?

Une chose m'a frappé, toute décision qui est prise à la base, ils la supportent mal. Pour eux, c'est eux qui commandent. Ils donnent des ordres et on doit les exécuter. On s'aperçoit qu'ils voient pas les problèmes de la même façon que nous. Ils nous disent qu'il faut manifester notre mécontentement, faire des revendications et à la réunion de militants à l'UD, ils ont même dit qu'ils allaient «se nourrir des revendications» (celles décidées au sommet). (...) La lutte pour le pouvoir d'achat et pour l'emploi, c'est différent. Si on se bat pas pour l'emploi, il n'y aura plus de pouvoir d'achat.

Le chômage, ce n'est pas secondaire.

Quand les problèmes ont-ils commencé ? A propos de l'occupation ?

Non, l'occupation n'a pas posé de problèmes. Le premier problème c'est qu'on soit uni dans l'entreprise, à la base avec la CFDT. Je n'ai pas compris, je ne sais pas pourquoi, mais ils ne l'ont jamais admis. Et pourtant, heureusement qu'on ne s'est pas battu entre CGT et CFDT, sinon on ne serait plus ici aujourd'hui.

Dans l'usine, chacun fait ses propositions, qu'on soit CGT, CFDT ou inorganisé et elles sont discutées et votées. Jusqu'à présent ça a bien marché. (...) On pèse bien le pour et le contre, et ce qui est décidé, on le fait. Là-dessus, il y a eu un premier frein, mais ils ont vu que ça ne marchait pas et ils nous ont laissés tranquilles.

Aprés ça, c'est la coordination. C'est encore plus difficilement digérable. Ils ne l'ont toujours pas digéré. Quand j'ai annoncé ça, ils m'ont dit que c'était absurde, que c'est pas ça qui ferait avancer et qu'il fallait rester dans son propre syndicat et attendre les ordres.

Les délégations à la préfecture dont ils sont friands, ça ne gêne pas beaucoup le pouvoir. Une masse d'entreprises occupées et coordonnées, ça le génera beaucoup plus. Si je me bats pour conserver mon emploi, c'est dans ce sens-là que je continuerai, car si à 10 on n'y arrive pas, à 1 on y arrivera encore moins.

A propos de la réunion de militants CGT du 13-9 où l'UD a déclaré : «Il n'y a pas deux CGT» ? Que s'est-il passé ?

Ils ont fait leurs discours. Une chose m'a choqué, il n'y a pas eu de débat. Ce qui se comprend parce que j'étais dans la salle et que j'avais des questions à poser sur les attaques personnelles et d'autres pas personnelles. Attaques disant qu'ils allaient s'occuper de la section très rapidement. (...) A la suite de ça ils ont fait passer un article dans «La montagne» disant : il ne peut y avoir deux CGT. Depuis je me pose la question, puisqu'ils disent qu'il y a deux CGT, quelle est la bonne ?

Comme débat le jour de cette réunion, ils nous ont invités à discuter autour d'un pot. Ce qui les aurait gênés si j'avais pu prendre la parole, c'est que d'autres sections m'auraient appuyé. Si on avait fait un débat, ça aurait changé beaucoup de choses. Ce que j'espère, c'est que ces sections que je ne connais pas, c'est qu'elles viendront me voir pour discuter.

(Suite p. 5)

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à :
E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

la France des luttes

Es-tu exclu ?

Pas encore. On a fait une réunion avec Copono pour l'expo qu'on voulait faire au Radar. On avait invité Ollier et Amisol. Plutôt que 2, on aurait fait ça à 4. Ce qu'on a déjà fait pour notre expo et pour le forum. Ils ne sont pas venus. Si Ollier et Amisol ne viennent pas, c'est pas qu'ils veulent pas, mais c'est parce qu'on leur a dit de ne pas venir. On leur dit que l'air de SCPC est malsain. Et pourtant chaque fois qu'une entreprise a un problème, c'est ici qu'ils viennent. Seulement on veut faire d'Amisol un modèle d'occupation. Ils en font une affaire d'honneur. Ils ont «Amisol» et ils veulent le garder, même si les ouvriers ne sont pas d'accord. Quand on a fait le panneau Amisol pour notre expo, l'UL a envoyé une délégation d'Amisol pour voir si sur le panneau, il n'y avait pas des «photos volées à la CGT». Ils sont arrivés en hurlant. Et quand ils ont vu le panneau et l'expo, ils sont repartis en nous félicitant de ce qu'on faisait.

Donc à la réunion de l'expo Radar, Ollier et Amisol étaient absents. (...)

On a bien compris qu'on leur a dit de ne pas venir. (...) Le pouvoir il sait tout ça et il rigole.

A force qu'on discute, il me dit : «D'abord toi, qui tu es ? Il n'y a pas de section à SCPC puisque les cotisations ne rentrent pas». J'ai pas répondu, autrement ça aurait été violent. Après tous leurs sabotages, venir dire à des gars en chômage dont l'usine a fermé : «Les cotisations ne rentrent plus». (...)

Je leur ai demandé pourquoi ils avaient exclu la section de l'IMRO. Ils m'ont répondu que ce n'était pas leur problème, c'était ailleurs.

Il faut encore ajouter qu'au cours d'une réunion à Copono, un militant CGT de Copono s'est vu dire devant 60 personnes qu'il allait être exclu. Les autres responsables de l'UD ont dû voir qu'il avait fait une erreur et ont étouffé l'affaire. Mais dans ce cas, j'estime que ce responsable de l'UD doit retirer ses paroles devant tous les travailleurs. Pour ma part j'attends les décisions que les pontes prendront et je prendrai les miennes.

Je ne capitulerai pas. Si je me bats, j'ai de bonnes raisons et je ne veux pas faire machine arrière. Tout le monde peut se tromper, mais il faut connaitre avant de juger. La coordination, ils ne la connaissent même pas et ils critiquent. Tout ce qu'on fait, ils le critiquent. Mais eux, ils ne font aucune proposition. Nous on en fait et on agit.

Donc de toute façon je continuerai à mener ma lutte de la manière dont je jugerai la meilleure (...)

N'y a-t-il pas un lien entre cette attitude de l'UD CGT et le PCF, une ligne politique qui détermine son attitude ?

J'ajouterai quelque chose : toutes les sections CGT qui sont à la coordination ont des problèmes avec leurs UL et leurs UD, donc à mon avis, c'est un problème national. Ce sont les dirigeants nationaux qui sont contre.

* Commentaire :

Les dirigeants nationaux de la CGT sont pour la plupart au PCF, Séguy et Krasucki (principaux dirigeants CGT) sont membres du Bureau politique du Comité central du PCF, et c'est la ligne politique de ce parti qu'ils imposent bureaucratiquement dans la CGT.

Témoignage

Quand le PCF se charge des vacances d'hiver

Une lectrice de notre journal nous a envoyé la lettre ci-dessous, à propos de son expérience personnelle de l'activité «sociale» du PCF, alors qu'elle était engagée comme monitrice dans une colonie de vacances sports d'hiver organisée par le «Ski club parisien», filiale de l'USEG (Union sportive de l'EDF/GDF), liée à la CGT et contrôlée par le faux Parti communiste français. A la veille de l'hiver cette lectrice raconte son séjour dans cette colonie.

«Tous les enfants de cette colonie sont donc recrutés parmi les comités d'entreprise CGT des entreprises de Paris et de la région parisienne, telles l'EDF. Le directeur du «Ski club parisien» organise aussi pour l'été de nombreux voyages dans le monde entier, dans le cadre USEG.

C'est avec le directeur SCP, plus 2 directeurs diplômés colonies de vacances, que près de 150 enfants partent une semaine pour faire du ski, et ceci pour le prix de 800 F !

Deux des trois directeurs sont membres du PCF, assez haut placés d'après ce que j'ai pu savoir. L'un d'eux n'aura eu aucun rôle dans la colonie pendant tout le séjour, il n'aura pris aucune équipe de ski en charge, et s'en sera donné à cœur joie sur les pistes chaque jour !

Le matériel de ski est donc fourni aux enfants, mais dans quel état ! Vieux, acheté au rabais, réparé sur le tas, mais quelle importance, ce ne sont que des enfants ! Mais venons-en à des faits plus précis qui, durant le séjour, montrérent la véritable nature de ces soi-disant communistes.

Tout d'abord la direction cherche à soutirer le maximum d'argent de poche aux enfants (dont certains avaient, pour la semaine, prés de 200 F !)

— en les obligeant à acheter 4 F 2 attaches de ski, lesquelles retournent malhonnêtement dans la caisse de la colonie à la fin du séjour, personne ne songeant à rappeler aux enfants qu'ils ont payé ces attaches !

— en organisant la vente objets-souvenirs dans les locaux, où les enfants sont tentés d'acheter des objets de mauvaise qualité à un prix assez cher.

Par exemple : un petit bonhomme en peluche, 8 cm de haut, pour 15 F ou une petite chope en grés, 8 cm de haut, 20 F.

Nombreux sont les objets qui se cassent avant d'arriver dans les valises, et la direction insiste auprès des enfants pour qu'ils dépensent tout leur argent !

Ensuite, la soirée cinéma, tant attendue par les enfants, ne fut que films de publicité pour des marques de ski (sur une leçon de ski au Canada), pour agences de voyage (film sur Tahiti !), pour Ricard (film sur cascadeur...).

Un autre point : un aide moniteur (qui faisait un remplacement de dernière minute) n'a pas été payé, bien que fournissant le même travail que les autres moniteurs.

La raison donnée par la direction fut qu'ayant moins de 17 ans il ne pouvait être payé, que c'était pour lui l'occasion de se former et se dépasser, que la semaine au ski lui était offerte nourri et logé ! Ils oublient pourtant de dire que tout personnel d'encadrement de colonie doit être âgé obligatoirement de 17 ans. Et ce n'est pas la première fois dans cette colonie, que des aide-moniteurs ne sont pas payés, alors qu'un directeur, payé 3 fois plus a pris lui, une semaine effective de vacances.

Il est à noter aussi toute l'idéologie transmise par ce directeur pédagogue «communiste», par rapport à la féminité : d'abord, les monitrices ont toujours été démarquées des moniteurs : par exemple, à la gare «nos charmantes monitrices se tiendront en haut des marches du train, pour accueillir les enfants et parents». (Sous-entendu cela tapera dans l'œil des familles), tandis que les moniteurs, eux, se chargeront des valises.

Vis-à-vis des colons, ce fut pareil : le climat de toute la colonie fut imprégné de réflexions quant aux filles de 14 ans, mettant en avant leur féminité, les démarquant des garçons dans les différentes tâches de la colonie.

De plus, sous l'apparence de «liberté et respect de l'enfant», («réveil échelonné»), le déroulement de la colonie a bien montré que les enfants (pour la plupart fils d'adhérents du PCF) étaient avant tout une source et un moyen d'exploiter et de rapporter encore plus d'argent.

Et, malgré des aspects très démagogiques, nombre d'enfants se sont heurtés à de sévères réprimandes lors du séjour.

Voici donc la véritable nature, hypocrite des gens «haut placés» du PCF. Quelle belle éducation «communiste» que voilà !

Une lectrice.

education

Région parisienne

Des enseignants refusent les retards de paiement des salaires

Dans l'Académie de Versailles, plus d'un millier de maîtres-auxiliaires non titulaires des lycées, CES et CET de surveillants et de nouveaux professeurs titulaires n'ont pas été payés depuis la rentrée. Ils ne seront intégralement payés qu'à la fin novembre.

Pour un mois et demi de travail, des avances ridicules allant de 300 à 1 000 F arrivent au compte-goutte. Face à cette situation les enseignants se mobilisent et certains établissements, sous l'impulsion de leur section SGEN-CPDT, sont déjà entrés dans la lutte. A Argenteuil, aux Mureaux, à Mantes-la-Jolie, à St-Ouen-l'Aumône, des enseignants sont allés de la délégation au rectorat à la collecte symbolique sur une gare, en passant par la garderie sans cours des élèves. Le seule réponse de l'inspecteur d'Académie face à ces mouvements et actions légitimes : «Je ne peux pas vous payer mais par contre je vais vous retenir une journée de salaire pour fait de grève». Devant ce refus catégorique et la menace de répression, la juste réponse des enseignants syndiqués au SGEN-CFDT avance les mots d'ordre : «Tout travail effectué doit être payé ; paiement intégral et immédiat des salaires ; paiement des jours de grève». Les enseignants comme tous les travailleurs ont pris conscience que seule la lutte paie. Dès à présent ils envisagent pour la semaine à venir des actions plus dures contre l'administration.

Des enseignants ML du Val d'Oise

La lutte s'engage à l'Office des HLM de Versailles

Début juillet, le gouvernement accordait aux OPHLM l'autorisation d'augmenter tous les loyers de 10 %. Aussitôt dit, aussitôt fait, nous recevions avec l'avis d'échéance de juillet l'augmentation des 10 %. Devant cette mesure les Associations de locataires (CNL et Associations des résidents du Valibout) réunissent les locataires pour décider de l'action à mener et la totalité des locataires présents décident de refuser de payer les 10 % supplémentaires.

Mais une information insuffisante, la période de juillet-août, et l'attitude de l'Association des résidents du Valibout, ARV, n'ont pas permis d'obtenir un refus vraiment massif des locataires. Il faut dire que cette association qui se proclamait lors des assemblées partisan de la grève des 10 % a fait distribuer ensuite, contre l'avis de ses membres, un tract mettant en garde les locataires contre les conséquences du refus des 10 % et les invitant à payer afin de «garder leurs forces» pour la prochaine augmentation de loyer en 77 !

Dès la rentrée de septembre la CNL de la cité HLM du Valibout organisait une réunion de locataires pour faire le point sur le début de l'action en cours et pour demander à toutes les personnes présentes de populariser au maximum la grève des 10 %.

Un délégué par escalier a été désigné pour informer tous ses voisins et leur indiquer les modalités choisies pour le paiement d'octobre (paiement de la même somme qu'en juin par chèque barré remis au délégué et non au gardien).

L'OPHLM de Versailles menace déjà de saisie les locataires qui ont refusé l'augmentation depuis juillet, et ne leur expédie pas de quittance. Mais ces réactions n'entament en aucune façon la détermination des locataires et au bout d'une semaine d'explication au porte à porte une large majorité s'est prononcée pour l'action entreprise.

Correspondant HR

Courrier des lecteurs

Un camarade postier d'Orléans nous écrit

Je crois qu'il est important, que les lecteurs ont tout intérêt à prendre la plume pour donner un aperçu de la lutte qu'ils mènent ou qu'ils entendent mener. Cela fait plusieurs articles que j'écris pour notre quotidien car je pense qu'il est important pour nous que le quotidien soit l'œuvre collective de ceux qui le lisent.

Je dois constater que le courrier des lecteurs n'est pas encore suffisant, que nous devons tous faire un effort pour diversifier nos connaissances afin de mettre en échec la bourgeoisie et les révisionnistes. Aussi est-il nécessaire que le comité de rédaction laisse une grande place à l'expression des lecteurs.

Je pense qu'il doit être fait un effort pour associer un certain nombre de correspondants bénévoles au quotidien. Ces correspondants pourraient écrire quelques articles (divers) sur des aspects méconnus ou pas assez développés de notre ligne politique.. Il n'est pas nécessaire que ces articles soient un chef-d'œuvre de littérature marxiste-léniniste. Ils doivent avoir une valeur d'agitation et répondre à toute campagne crapuleuse de la bourgeoisie ; leur valeur n'en revêtira que plus d'importance. Ces articles entrent en ligne de compte pour la formation politique et idéologique de tous les camarades et peuvent être repris sous d'autres formes pour des affiches, des tracts lors de diffusions militantes.

Le comité de rédaction à lui tout seul ne peut remplir huit pages d'un quotidien comme le nôtre, cela est une évidence, ou alors il ne fait plus que ça, ce qui est très regrettable et nuit à notre travail. Le comité de rédaction n'est pas l'Académie française (heureusement d'ailleurs).

Pour confirmer ce que je viens de dire concernant les correspondants bénévoles, il est bien évident que le comité de rédaction ne peut penser à tout et écrire sur tout. Il y a toujours quelque chose qui lui échappe et dont nous avons besoin dans notre vie quotidienne.

Mais après tout, ma solution vous paraîtra-t-elle utopique et pas adaptée à notre situation ? Ce que je peux vous dire, c'est que j'essaierai de faire de mon mieux pour aider le comité de rédaction dans son travail et que je fournirai dans le domaine de mes possibilités toujours plus d'articles.

Bien fraternellement aux camarades de notre comité de rédaction !

Vive notre quotidien HR!

Notre camarade a tout à fait raison de souligner le rôle des correspondants et de dire que le Comité de rédaction ne peut à lui tout seul sortir le journal.

L'Humanité rouge ne peut jouer efficacement son rôle de porte-parole de l'organisation des marxistes-léninistes de France et des luttes ouvrières et populaires qu'avec la collaboration de tous les lecteurs. Nous considérons les articles de nos correspondants comme quelque chose de bien plus important qu'un travail bénévole. C'est la matière vivante dont doit être faite notre journal, la sève dont il peut tirer des enseignements utiles à tous les travailleurs en lutte. Développer la correspondance c'est un des moyens pour que notre journal fasse encore des progrès, devienne plus vivant, soit adopté par les masses comme «leur» journal. Pour cela nous n'avons certes aucun besoin «d'académiciens».

Nous avons besoin d'articles simples et clairs ayant valeur d'agitation politique, mais pas seulement d'articles ayant trait aux grèves et aux luttes qui sont, bien sûr, indispensables. Nous avons besoin également que nos lecteurs nous envoient des révélations politiques sur les agissements des capitalistes et des pontes révisionnistes, sur les méfaits du capitalisme, des articles portant sur des points aussi divers que l'article sur la publicité paru en page 7 dans le No 541, «L'Espagne qui change», enquête parue dans les No 536 et 537, des articles expliquant la position des diverses couches de la société dans la lutte de classe (n'est-il pas intéressant par exemple de discerner les courants progressistes qui se dessinent y compris chez les médecins et les avocats, traditionnellement inféodés à la grande bourgeoisie ?).

Nos lecteurs doivent savoir que nous étudions sérieusement et utilisons tous les articles qu'ils nous envoient. Beaucoup sont publiés immédiatement intégralement ou après avoir été remaniés en fonction de l'ensemble du journal auquel ils contribuent d'ores et déjà de façon notable. Nous en gardons certains pour les faire paraître dans le cadre de séries (ex. «Le PCF et le logement des travailleurs immigrés» qui va paraître dans les prochains numéros) ou à titre de documentation qui nous est indispensable pour rédiger des articles de fond (ex. les textes qui ont servi pour rédiger «Super-Phénix en question»).

Nous souhaitons donc que la correspondance se développe et s'enrichisse encore ; nous demandons aux camarades et lecteurs qui ont des connaissances et une pratique dans des domaines particuliers (enseignement, nucléaire, santé, logement, etc.) de nous écrire et de se faire connaître afin de devenir des collaborateurs proches du journal.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

Proposition d'un député de «gauche»

Vignette sur les motos

Un député radical de gauche, membre de l'Union de la gauche veut apporter une amélioration au plan Barre en réparant un oubli : la vignette sur les motos qu'il propose de taxer à partir de 125 cm3. Il se justifie en parlant justice fiscale et déclare : «Pourquoi augmenter la vignette sur les voitures d'occasion à 5 000 F pendant que les motos à 15 000 et 20 000 F y échapperaient ?»

Certes, les acheteurs de motos de très grosses cylindrées telle la nouvelle BMW «1 000 cm3 équipée d'un carénage intégral» ne seront pas trop atteints par une telle mesure. En général il s'agit de fils de familles et leur papa a de quoi les subventionner largement. Mais la plupart des milliers de jeunes qui achètent des motos même relativement chères sont des jeunes travailleurs qui font des heures supplémentaires, triment et économisent pendant des mois et des mois pour pouvoir acquérir la machine de leurs rêves. Ajoutée à l'augmentation de la TVA à 33 % et à l'augmentation des primes d'assurances une telle mesure va leur montrer qu'il n'y a pas moyen d'échapper à la dure réalité. Qu'ils soient producteurs de plus-value ou consommateurs, les capitalistes ne s'en soucient que pour faire des profits !

RECTIFICATIF

A propos de l'hommage des masses populaires au président Mao, des camarades de Vitry-sur-Seine nous demandent de préciser qu'au cours de la remise d'une gerbe à l'annexe culturelle de l'ambassade de Chine à Chevilly-la-rue, le 15 septembre, il y avait non seulement des marxistes-léninistes, mais aussi des amis de la Chine qui avaient tenu à témoigner en ce moment leur sympathie au peuple chinois.

Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tsé-toung

Nous présentons aujourd'hui deux textes qui ont trait à la lutte contre les conceptions erronées dans le parti communiste.

L'élimination des conceptions erronées dans le parti (décembre 1929)

Cet article est le texte d'une résolution rédigée par Mao Tsé-toung à l'intention de la neuvième conférence de l'organisation du parti pour le 4e corps de l'Armée rouge. Cette résolution fait le bilan de plus de deux ans d'expérience de lutte contre diverses conceptions erronées au sein de l'Armée rouge qui était née lors de l'insurrection de Nantchang le 1er août 1927. Appliquée successivement à toutes les unités de l'Armée rouge, elle permettra sa transformation en une véritable armée populaire.

Mao Tsé-toung y critique notamment outre «le point de vue purement militaire», «la mentalité hors-la-loi», etc., ces défauts plus généraux que sont l'ultradémocratisme qui «tire son origine de l'indiscipline petite-bourgeoise», le subjectivisme, l'individualisme. Il leur oppose la nécessité de l'analyse marxiste-léniniste d'une application rigoureuse du «principe de la vie démocratique sous une direction centralisée», de la discipline de parti. Il s'étend notamment sur les conceptions correctes de la critique au sein du parti. C'«est une arme qui sert à renforcer l'organisation du parti et à élever sa capacité combative» ; il ne faut donc pas la faire à l'extérieur mais à l'intérieur du parti en évitant de la transformer en attaques personnelles préjudiciables non seulement aux individus mais aussi aux organisations du parti». (Elle) a pour tâche principale de mettre en évidence les erreurs politiques et les fautes d'organisation» et il ne faut donc pas la centrer sur les défauts personnels et les «petites choses».

Contre le libéralisme

Dans cet article, Mao Tsé-toung analyse et critique diverses formes de cette manifestation de l'opportunisme qu'est le libéralisme qui «prive les rangs de la révolution d'une organisation solide et d'une discipline rigoureuse, empêche l'application intégrale de la politique et coupe les organisations du parti des masses populaires placées sous la direction du parti».

Il proclame «nous sommes pour la lutte idéologique positive, car elle est l'arme qui assure l'unité à l'intérieur du parti» «(un communiste) doit toujours et partout s'en tenir fermement aux principes justes et mener une lutte inlassable contre toute idée ou action erronée, de manière à consolider la vie collective du parti et à renforcer les liens de celui-ci avec les masses».

Pour vous procurer ces œuvres, écrivez aux Éditions du Centenaire :

à Paris : 24 rue Philippe de Girard Paris 10e

à Lyon : 33 rue René Leynaud 1er

Tome 1 : 9,95 F broché 15,60 F relié pour la première

Tome 2 : 12,85 F broché 19,25 F relié pour la deuxième

Vous pouvez également vous les procurer dans les librairies :

Les Herbes Sauvages . 70 rue de Belleville Paris 20e

La Force du Livre : 33 rue René Leynaud 69001 Lyon

POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;

2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;

3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 45,9 m

TIRANA

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

culturel

Un début à tout

Une nouvelle de Dominique Pagelle

«C'est pas pour vous, coupa la femme, que je crie; c'est pour que tout le monde entende...»

Il reprit : «Je vous assure, Madâââme, que la direction fait tout ce qu'elle peut pour les ouvriers ; mais il y a des impératifs économiques.»

«Tiens, répliqua-t-elle, narquoise ; vous avez tout prévu ; vous autres les gros patrons, là-haut. Pourquoi que l'eau va augmenter de 7 centimes, et le pain... et le lait... Comme ça l'augmentation qu'on va avoir elle est déjà dépensée depuis un mois. Vous connaissez bien vos intérêts. Jules, est-ce vrai ce que je dis ? Madame Blanc, est-ce vrai ? Monsieur Roussel, est-ce vrai ?» Tous, les uns après les autres, hochaient la tête :

«Oui c'est vrai, c'est vrai...»

La femme devint féroce : «Regardez-le, il a peur, il a peur, il tremble sur ses guiboles.»

Michel avait oublié toute sa rancœur. Il était fasciné par cette femme. Tout ce qu'elle avait dit il le sentait exactement comme ça. Elle avait sûrement beaucoup vécu, beaucoup sué. Il l'identifiait plus ou moins à Jacqueline et il était tout à coup très inquiet de ce qu'elle pensait de lui.

– VIII –

Comme un bateleur de foire, le délégué CGT, couvrant les paroles de la femme appela les grévistes autour du podium.

Michel se trouva au premier rang, presque à côté de Jacqueline. Elle lui sourit légèrement et il fut un peu réconforté.

Les deux hommes sur l'estrade avaient l'air importants. On disait que c'était des responsables départementaux. Ils étaient bien mis, très bien mis. Ils étaient gras et parlaient d'une voix pleine et onctueuse que les haut-parleurs ne semblaient pas déformer...

«Il faut regarder la réalité en face. L'ensemble des travailleurs n'est pas mobilisé. Nous risquons de nous isoler. Si nous voulons entamer les négociations sur une base favorable il nous faut un bon rapport de forces. Il faut savoir adopter les formes de luttes les plus appropriées. Notre grève a montré aux patrons notre détermination. C'est une victoire incontestable. Maintenant il faut étudier objectivement la situation. D'autant plus que la mauvaise gestion a mis l'outil de travail en péril...»

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

Traduits du chinois :

– *L'impérialisme aujourd'hui :* il s'agit d'un traité sur «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme» de Lénine. L'actualité de cet ouvrage fondamental pour la compréhension du monde contemporain, ainsi que les liens entre l'impérialisme et le révisionnisme y sont clairement démontrés et illustrés. 248 p. 19,00 F

– *Étudions l'économie politique :* ce manuel destiné aux jeunes instruits chinois fait le tour de l'économie politique marxiste de façon claire, complète et vivante depuis l'exposé des notions de base jusqu'à la description des mécanismes plus complexes du monde contemporain. T 1 Le Capitalisme 22,00 F 292 p.

Cinéma

Une vie difficile

film de Dino Risi

Sous ce titre, est actuellement projeté un film inédit en France du cinéaste italien D. Risi datant de 61. Typique du genre «comédie italienne», il en est aussi une des meilleures productions.

Il nous conte l'histoire d'un résistant (A. Sordi) que les derniers moments de la lutte antifasciste ont voué au journalisme, et qui, alors que changent bien des choses après la Libération, choisit de rester fidèle à son camp, de ne pas devenir un petit-bourgeois de l'intelligentsia «modérée» :

– contre les patrons de la presse issue de la Résistance, mais bien «assagie» par une Démocratie chrétienne alors toute puissante qui a repris du fascisme les rênes du système capitaliste... et, de ses maîtres US, la bonne vieille tactique du «tu touches et tu la fermes !»

– contre un magnat bourgeois qui, directement lui propose une montagne de fric contre son silence de journaliste sur les tripatouillages de capitaux ;

– contre sa femme (Léa Massari), surtout, connue pendant la guerre, qui a essayé de lui faire abandonner les partisans, qu'il retrouve ensuite, qui semble un moment accepter avec lui les vaches maigres d'une vie d'engagement politique et de refus de compromissions, mais dont il doit se séparer, la laissant mener de son côté l'existence luxueuse et veule qu'elle recherche ;

– contre ses amis, qui se sont «rangés» , eux ;

– contre la faim, tout simplement, en cette époque de misère noire que fut l'après-guerre pour le peuple italien ;

– contre les éditeurs qui refusent, tous, son roman «subversif»...

Plusieurs fois arrêté, jugé, il écope même de deux ans de prison pour fait de «manifestation séditieuse» lors de la tentative des sbires de la Démocratie chrétienne et de la CIA, à l'époque de la «guerre froide», pour assassiner Togliatti, chef du PCI.

A la fin du film, il renoue encore avec sa femme et semble enfin consentir aux reniements : il est devenu «secrétaire» d'un richard ; mais il se ravise, honteux de la servilité dégradante de ce rôle, fait volte-face, et reprend le chemin d'une vie qui sera encore plus difficile.

Tous ceci est traité par Risi sur un ton très déconcertant, mêlant à tous les instants le comique et l'intérêt dramatique et reléguant un peu la considération que projette le film sur cette période de l'histoire politique et sociale de l'Italie, au rôle de vague toile de fond, parce que le propos est d'abord celui d'une histoire individuelle, où abondent les avatars, les retournements et recommencements d'un romanesque échevelé:

Le personnage central du film (A. Sordi) n'est nullement un «héros positif». Il apparaît souvent dans les scènes comiques, médiocre, tiraillé, dérisoire, lâche et raté. Mais c'est tout de même un intellectuel qui cherche à ne pas se faire acheter et pourrir par la bourgeoisie.

Notre journaliste n'est nullement un «héros positif», il apparaît souvent médiocre, tiraillé, dérisoire, lâche et raté, dans les scènes comiques. Le message politique du film n'a pas de grande consistance, et encore moins de netteté, donc. Et cependant, en sortant du film, on en retient le souvenir d'une histoire en fait sérieuse, qui nous a livré une réelle tranche de vie de l'Italie d'après-guerre.

L'élément comique ne comporte ni les pantalonnades des grotesques et les grimaces de singe que nous connaissons en France avec le «comique» débile et intoxicateur des De Funès et autres clowns de bas étage, ni, non plus, ses relents plus ou moins subtils de mépris du peuple, de ses problèmes quotidiens, de ses luttes. Délibérément, Risi dépeint l'existence de gens simples, pas très «exemplaires», certes, mais bien en prise avec l'univers social en général, et du peuple en particulier. Et il le fait même sans cette condescendance que l'on trouve dans bien des films français de l'avant-guerre ou de la Libération marqués par le «populisme», comme disent, en faisant la moue, les critiques super-intellectuels de droite comme de «gauche» qui ne jurent que par les délires en celluloïd de Godard, Bergmann, Pasolini ou du révisionniste Ferreri.

Ces messieurs font d'ailleurs fausse route : l'efficacité réactionnaire, au cinéma comme ailleurs, a fait ses preuves avec les sujets et les styles prétendus «réalistes».

C'est au moins ce qu'on ne peut pas dire de cette attachante «Vie difficile», croquis un peu superficiel (mais nullement malintentionné, et en tout cas très vivant).

Un lecteur postier

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 – La Source

Dimanche dernier à la TV

S.A.S. contre l'Humanité

J'ai regardé, dimanche dernier sur FR-3, l'émission «L'homme en question» au cours de laquelle Gérard de Villiers, l'auteur des romans d'espionnage «SAS» était face à cinq journalistes : un de l'Humanité, deux du Nouvel observateur et deux autres de je ne sais plus quelles feuilles de choux de droite.

Qui est Gérard de Villiers ? Un raciste, un anticommuniste, un homme qui rabaisse les femmes, qui salit haineusement toutes les luttes révolutionnaires et progressistes dans le monde. Bref : un fasciste.

J'espérais, pardonnez-moi l'expression, «qu'il allait en prendre plein la gueule» ! J'espérais aussi qu'il serait en partie du moins démasqué auprès d'un certain nombre de téléspectateurs. Mais il n'en a rien été, loin de là. Au contraire même ! Il y a plusieurs raisons à cela :

1) Ce n'est pas une lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat à laquelle nous avons assisté, mais à une joute (souvent aimable : on est entre gens bien élevés) entre différents clans de la bourgeoisie et à ce jeu Gérard de Villiers s'est montré le plus habile.

2) De Villiers a utilisé l'URSS capitaliste de Brejnev comme repoussoir du socialisme. Le minable journaliste de l'Humanité était complètement coincé par les questions de Gérard de Villiers. Comme beaucoup de bourgeois, le pumitif de l'Humanité en était réduit à se raccrocher à Freud pour essayer de s'en sortir. Evidemment le fasciste De Villiers avait beau jeu de le ridiculiser. En tout cas, il y a une chose sûre : si la «gauche» est au pouvoir, De Villiers n'aura pas de soucis à se faire, il pourra continuer librement à déverser son venin fasciste, le journaliste de l'Humanité s'en est porté garant !

3) Aucune question simple, précise et argumentée, susceptible de démasquer De Villiers n'a été posée par les journalistes. Par exemple pour expliquer le «succès» de ses romans, personne n'a rappelé la formidable campagne de publicité (de bourrage de crâne) durant des années dont ont bénéficié ses bouquins.

Enfin cette émission nous montre une fois de plus que ce n'est pas sur la «gauche» qu'il faut compter pour balayer les fascistes et les bourgeois.

Un lecteur.

l'Humanité Rouge

L'Albanie, phare du socialisme en Europe (3)

IMAGES DE L'ALBANIE

Nous présentons ci-dessous certaines images choisies parmi tant d'autres venues de l'Albanie socialiste.

Elles révèlent chacune à leur manière l'enthousiasme et la mobilisation, l'idéologie prolétarienne qui anime le peuple albanais tout entier et lui permet de réaliser des merveilles. C'est que ce travail fournit par le peuple bénéficie au peuple. Nul désormais n'est plus là pour lui râvir le fruit de son labeur.

Ces images témoignent de l'incomparable supériorité de la dictature du prolétariat, garantie par la juste ligne politique impulsée par le Parti du travail d'Albanie.

L'émancipation des femmes avance à grand pas dans le combat révolutionnaire pour l'édification de l'Albanie socialiste. Les femmes albanaises sont au premier front de toutes les luttes. Leur participation à la production est déjà décisive. Ci-dessus une femme-maçon, héroïne du travail socialiste.

Les martyrs tombés pour la libération du peuple albanais ne seront jamais oubliés. A l'occasion de toutes les fêtes célébrées dans le pays, leurs tombes sont toujours abondamment fleuries. Les jeunes générations apprennent à ces occasions les hauts faits de leurs aînés et s'engagent à leur rester fidèles.

C'est face au double encerclement impérialiste et révisionniste que le peuple albanais continue d'avancer résolument dans la voie révolutionnaire. C'est pourquoi, tout en maniant avec ardeur la pioche, il tient aussi fermement en main le fusil. Ci-contre : les milices populaires rassemblent tout le peuple, hommes et femmes, jeunes et vieux.

La jeunesse albanaise contribue avec un immense enthousiasme à toutes les luttes pour l'édification du socialisme. Ci-dessus les bataillons de pionniers le jour de l'inauguration de la voie ferrée Rrogoghine-Fieri dont ils ont été les principaux artisans.

Coopératives et fermes d'État ont transformé le visage de l'agriculture albanaise. Les flancs les plus escarpés et les plus arides sont aujourd'hui couverts de vergers.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4 e trimestre 1976